

unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 02/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SAS EDP RENEWABLES FRANCE

Tour Lumière Aile Sud 6eme etage
40 avenue des terroirs de France
75611 Paris

Code AIOT : 0005518249

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement SAS EDP RENEWABLES FRANCE implanté BOQUEHO PLOUAGAT 22170 Boqueho. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a procédé à une campagne d'une trentaine de visites d'inspections inopinées dans le département. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de cette action.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS EDP RENEWABLES FRANCE
- BOQUEHO PLOUAGAT 22170 Boqueho
- Code AIOT : 0005518249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EDP-Renewables est autorisée à exploiter un parc éolien de 4 éoliennes sur les communes de Boquého et Plouagat par arrêté préfectoral du 21 mars 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : accessibilité, contrôle des accès, identification des aérogénérateurs, exercice incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Sans objet
2	Contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
3	Identification Des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
5	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection inopinée a montré la conformité du parc au niveau de l'éolienne n°4 en terme d'accessibilité, de contrôle des accès, d'affichage et d'identification de l'éolienne. Elle a également montré une bonne réactivité de l'exploitant lors de l'exercice de simulation d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : La visite sur site a permis de constater que l'accès est carrossable pour le SDIS et que les accès et abords sont entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : La visite sur site a été réalisée par sondage au niveau de l'éolienne référencée BH-04. Il a été constaté que la porte d'accès au pied du mât est bien fermée à clé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Identification Des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.
Constats : La visite sur site a été réalisée par sondage au niveau de l'éolienne référencée BH-04. Il a été constaté un affichage clair et lisible du numéro de référence de l'éolienne BH-04 sur son mât.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : La visite sur site a été réalisée par sondage au niveau de l'éolienne référencée BH-04. Il a été constaté la présence d'un panneau sur le chemin d'accès, précisant : <ul style="list-style-type: none">- le nom de l'exploitant,- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale,- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur,- la mise en garde face aux risques électriques,

- la mise en garde face au risque de chute de glace, - le port obligatoire des équipements de protection individuelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, .
<p>Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
<p>Constats : La visite sur site a été réalisée par sondage au niveau de l'éolienne référencée BH-04. Un exercice de simulation d'incendie a été réalisé : l'inspection a contacté le numéro d'exploitant connu de ses services ; ce dernier nous a demandé le nom et le numéro de téléphone de l'inspecteur appelant, nous a questionné sur l'éolienne concernée et a décrit la procédure d'urgence (notamment appel du SDIS et arrêt de l'éolienne). L'inspection a demandé l'arrêt de l'éolienne, qui s'est mise à l'arrêt 2 minutes après la fin de l'appel téléphonique. L'exercice a donc été concluant. L'inspection suggère à l'exploitant de compléter le panneau sur le chemin d'accès de l'éolienne pour y ajouter le numéro de l'exploitant (et non uniquement celui du SDIS) et de demander à la personne appelant pour signaler un incident de se mettre en sécurité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet